

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2009 — 1846

[C – 2009/29289]

26 MAART 2009. — Decreet houdende instemming met het Verdrag nr. 161 betreffende de bedrijfsgezondheidsdiensten, aangenomen door de Algemene Conferentie van de Internationale Arbeidsorganisatie in haar eenenzeventigste zitting op 26 juni 1985 en gedaan te Genève op 27 juni 1985 (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Enig artikel. Het Verdrag nr. 161 betreffende de bedrijfsgezondheidsdiensten, aangenomen door de Algemene Conferentie van de Internationale Arbeidsorganisatie in haar eenenzeventigste zitting op 26 juni 1985 en gedaan te Genève op 27 juni 1985, zal volkomen gevolgd hebben.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 26 maart 2009.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Vice-Presidente, Minister van Hoger Onderwijs,
Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President, Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken en Sport,

M. DAERDEN

De Minister van Leerplichtonderwijs,

Ch. DUPONT

De Minister van Cultuur en Audiovisuele Sector,

Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,

Mevr. C. FONCK

De Minister van Jeugd en Onderwijs voor Sociale Promotie,

M. TARABELLA

—
Nota's

(1) *Zitting 2008-2009*

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 663-1. — Verslag nr. 663-2.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. — Vergadering van 24 maart 2009.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2009 — 1847

[C – 2009/29290]

26 MARS 2009. — Décret portant création du classement interzonal pour les puériculteurs (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Modifications apportées au décret du 12 mai 2004 fixant les droits et obligations des puériculteurs et portant diverses dispositions relatives à la valorisation des jours prestés par le personnel non statutaire de la Communauté française*

Article 1^{er}. L'article 1^{er}, point 2°, du décret du 12 mai 2004 fixant les droits et obligations des puériculteurs et portant diverses dispositions relatives à la valorisation des jours prestés par le personnel non statutaire de la Communauté française, est ainsi modifié :

2° « commission » :

— dans l'enseignement subventionné : les Commissions zonales de gestion des emplois créées par les articles 6 et 10 du décret du 12 mai 2004 relatif à la définition de la pénurie et à certaines Commissions dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française ou, selon les cas, les Commissions centrales de gestion des emplois pour l'enseignement préscolaire et primaire, créées par les articles 5 et 9 du décret du 12 mai 2004 précité.

— dans l'enseignement organisé par la Communauté française, les commissions zonales d'affectation visées à l'article 14^{quater} de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements ou, selon les cas, la Commission interzonale d'affectation visée à l'article 14^{ter} de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité.

Art. 2. L'article 7 du décret du 12 mai 2004 précité est ainsi modifié :

« Article 7. § 1^{er}. Les Commissions zonales d'affectation, pour l'enseignement organisé par la Communauté française et les commissions zonales de gestion des emplois, pour l'enseignement subventionné par la Communauté française ont pour mission de :

1° proposer au Gouvernement une répartition des postes de puériculteurs conformément à la Section 3 du chapitre III;

2° rendre un avis sur les recours visés aux articles 32, § 2.

§ 2. Les Commissions centrales de gestion des emplois pour l'enseignement subventionné par la Communauté française ont pour mission d'établir et tenir à jour la liste des puériculteurs visée à l'article 28, § 2, alinéa 3 en ce qui concerne l'enseignement officiel subventionné et l'article 28, § 3, b), en ce qui concerne l'enseignement libre subventionné. »

Art. 3. Dans l'article 28 du décret du 12 mai 2004 précité, les modifications suivantes sont apportées :

« 1° Au § 1^{er}, les termes « par zone » sont supprimés.

2° Au § 2, alinéa 3, les termes « Chaque commission » sont remplacés par les termes « la Commission centrale de gestion des emplois pour l'enseignement préscolaire et primaire officiel subventionné » et les termes « de la zone » sont remplacés par « dans l'ensemble des zones ».

3° Au § 3, lettre b), alinéa 1^{er}, les termes « Chaque commission » sont remplacés par les termes « La Commission centrale de gestion des emplois pour l'enseignement préscolaire et primaire libre subventionné » et les termes « de la zone » sont remplacés par « dans l'ensemble des zones ».

4° au § 5, alinéa 3, les termes « dans l'enseignement libre subventionné » et les termes « de la zone » sont supprimés.

5° Au § 7, alinéa 1^{er}, les termes « centrale de gestion des emplois » sont insérés entre les termes « la commission » et les termes « , toutes ».

6° Au § 8, l'alinéa 2 est complété par ce qui suit :

« Le puériculteur indique la/les zone(s) dans laquelle/lesquelles il fait valoir sa priorité ».

7° Au § 8, alinéa 2, le terme « zonale » est remplacé par « centrale de gestion des emplois ».

8° Au § 8, alinéa 3, le terme « zonal » est supprimé. »

Art. 4. L'article 29 du décret du 12 mai 2004 précité, est ainsi modifié :

« 1° Le § 4 est remplacé par ce qui suit :

« Si les listes fournies par les Commissions centrales de gestion des emplois ne permettent pas au pouvoir organisateur ou son délégué de trouver le nom d'un puériculteur, le pouvoir organisateur ou son délégué peut s'adresser à la Commission centrale de gestion des emplois compétente pour un autre réseau que celui de l'établissement concerné pour l'enseignement subventionné par la Communauté française, ou aux services du Gouvernement de la Communauté française, pour le réseau d'enseignement organisé par la Communauté française.

Si la liste établie par les services du Gouvernement ne permet pas de trouver le nom d'un puériculteur, le Gouvernement peut s'adresser à la Commission centrale de gestion des emplois compétente pour un autre réseau. »

2° le § 5 est abrogé. »

Art. 5. L'article 30, alinéa 2 est abrogé.

Art. 6. L'article 31, § 4 du décret du 12 mai 2004 précité est ainsi modifié :

« Si les listes fournies par les Commissions centrales de gestion des emplois ne permettent pas au pouvoir organisateur ou son délégué de trouver le nom d'un puériculteur, le pouvoir organisateur ou son délégué peut s'adresser à la Commission centrale de gestion des emplois compétente pour un autre réseau que celui de l'établissement concerné pour l'enseignement subventionné par la Communauté française, ou aux services du Gouvernement de la Communauté française, pour le réseau d'enseignement organisé par la Communauté française.

Si la liste établie par les services du Gouvernement ne permet pas de trouver le nom d'un puériculteur, le Gouvernement peut s'adresser à la Commission centrale de gestion des emplois compétente pour un autre réseau. »

*CHAPITRE II. — Modifications apportées au décret du 2 juin 2006
relatif au cadre organique et au statut des puériculteurs des établissements d'enseignement maternel ordinaire
organisés et subventionnés par la Communauté française*

Art. 7. Dans l'article 1^{er} du décret du 2 juin 2006 relatif au cadre organique et au statut des puériculteurs des établissements d'enseignement maternel ordinaire organisés et subventionnés par la Communauté française :

1° un nouveau tiret est inséré au sein du tiret

« — Commissions » :

« — Commissions centrales de gestion des emplois : dans l'enseignement officiel subventionné : la Commission centrale de gestion des emplois pour l'enseignement préscolaire et primaire officiel subventionné, ordinaire et spécial, créée par l'article 5 du décret du 12 mai 2004 relatif à la définition de la pénurie et à certaines Commissions dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française; dans l'enseignement libre subventionné : la Commission centrale de gestion des emplois pour l'enseignement préscolaire et primaire libre subventionné, ordinaire et spécial, créée par l'article 9 du décret du 12 mai 2004 précité. »;

2° le tiret « – Président : » est complété comme suit : « ou, selon les cas, le Président de la Commission centrale de gestion des emplois ou de la Commission interzonale d'affectation. »

Art. 8. A l'article 6 du décret du 2 juin 2006 précité, les termes « , et entre les zones, » sont supprimés.

Art. 9. A l'article 17 du décret du 2 juin 2006 précité, les modifications suivantes sont apportées :

« 1° au § 1^{er}, les termes « au sein d'une zone » sont supprimés et les termes « de la zone » sont supprimés.

2° au § 1^{er}, alinéa 3, les termes « de la zone » sont remplacés par les termes « de la/des zone(s) indiquées par le puériculteur conformément à l'article 28, § 1^{er}, alinéa 6 du décret du 12 mai 2004 précité. ».

3° au § 2, les termes « de la même zone » sont supprimés. »

Art. 10. Dans l'article 18, § 1^{er}, alinéa 2, les termes « dans un établissement de la zone » sont supprimés.

Art. 11. A l'article 22, § 1^{er} du décret du 2 juin 2006 précité, les termes « , lorsqu'un poste est créé en vertu du titre I^{er} » sont supprimés.

Art. 12. A l'article 27 du décret du 2 juin 2006 précité, les modifications suivantes sont apportées :

« 1° au § 1^{er}, les termes « au sein d'une zone » sont supprimés et les termes « de la zone » sont supprimés;

2° au § 2, alinéa 1^{er}, les termes « de la zone » sont supprimés et les termes « de la Commission centrale de gestion des emplois » sont insérés entre les termes « le Président » et les termes « en informe »;

3° au § 3, alinéa 1^{er}, les termes « de la Commission centrale de gestion des emplois » sont insérés entre les termes « le Président » et le terme « informe » et les termes « de la zone » sont remplacés par les termes « d'une zone dans laquelle le puériculteur a demandé à faire valoir sa priorité, conformément à l'article 28, § 8, alinéa 1^{er} du décret du 12 mai 2004 précité;

4° au § 5, alinéa 3, les termes « zonale compétente » sont remplacés par les termes « centrale de gestion des emplois »;

5° au § 5, alinéa 5, les termes « de la Commission centrale de gestion des emplois » sont insérés entre les termes « le Président » et le terme « communique ». »

Art. 13. A l'article 28, § 1^{er} du décret du 2 juin 2006 précité, les termes « de la Commission zonale de gestion des emplois dont relève son établissement » sont remplacés par les termes « de la Commission centrale de gestion des emplois ».

Art. 14. A l'article 31, § 2, du décret du 2 juin 2006 précité, les modifications suivantes sont apportées :

« 1° à l'alinéa 1^{er}, les termes « le(s) Président(s) de zone concerné(s) » sont remplacés par les termes : « le Président de la Commission centrale de gestion des emplois ».

2° à l'alinéa 2, les termes « un emploi est créé au sein de la zone concernée en vertu des dispositions prévues par le titre II du présent décret, et pour autant que » sont supprimés. »

Art. 15. A l'article 32, alinéa 1^{er} du décret du 2 juin 2006 précité, les termes « de la zone » sont supprimés.

Art. 16. A l'article 33 du même décret, :

« 1° au § 1^{er}, alinéa 1^{er} les termes « centrale de gestion des emplois » sont insérés entre les termes « la Commission » et les termes « auprès d'un » et les termes « de la zone » sont supprimés.

2° au § 2, alinéa 3, les termes « zonale compétente » sont remplacés par les termes « centrale de gestion des emplois ». »

Art. 17. A l'article 37 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

« 1° au § 1^{er}, les termes « au sein d'une zone » sont supprimés et les termes « de la zone » sont supprimés;

2° au § 2, alinéa 1^{er}, les termes « de la Commission centrale de gestion des emplois » sont insérés entre les termes « le Président » et les termes « en informe »;

3° au § 3, alinéa 1^{er}, les termes « de la Commission centrale de gestion des emplois » sont insérés entre les termes « le Président » et le terme « informe » et les termes « de la zone » sont remplacés par les termes « d'une zone dans laquelle le puériculteur a demandé à faire valoir sa priorité, conformément à l'article 28, § 8, alinéa 2 du décret du 12 mai 2004 précité;

4° au § 5, alinéa 3, les termes « zonale compétente » sont remplacés par les termes « centrale de gestion des emplois »;

5° au § 5, alinéa 5, les termes « de la Commission centrale de gestion des emplois » sont insérés entre les termes « le Président » et le terme « communique ». »

Art. 18. A l'article 41, § 2, alinéa 1^{er} du même décret, les termes « le(s) Président(s) de zone concerné(s) » sont remplacés par les termes « le Président de la Commission centrale de gestion des emplois ».

Art. 19. A l'article 42, alinéa 1^{er} du même décret, les termes « de la zone » sont supprimés.

Art. 20. A l'article 43 du même décret :

« 1° au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les termes « centrale de gestion des emplois » sont insérés entre les termes « la Commission » et les termes « auprès d'un » et les termes « de la zone » sont supprimés;

2° au § 2, alinéa 3, les termes « zonale compétente » sont remplacés par les termes « centrale de gestion des emplois ». »

Art. 21. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} avril 2009.
Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.
Bruxelles, le 26 mars 2009.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur,
de la Recherche scientifique et des Relations internationales,
Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances,
de la Fonction publique et des Sports,
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Enseignement obligatoire,
Ch. DUPONT

La Ministre de la Culture et de l'Audiovisuel,
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme C. FONCK

Le Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de Promotion sociale,
M. TARABELLA

Notes

(1) *Session 2008-2009*
Documents du Parlement. — Projet de décret, n° 662-1. — Rapport, n° 662-2 –
Compte-rendu intégral. — Discussion et adoption. — Séance du 24 mars 2009.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2009 — 1847

[C – 2009/29290]

26 MAART 2009. — Decreet tot oprichting van de interzonale rangschikking voor de kinderverzorgers (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Wijziging van het decreet van 12 mei 2004 tot vaststelling van de rechten en plichten van de kinderverzorgers en houdende diverse bepalingen betreffende de valorisatie van de dagen gepresteerd door het niet-statutair personeel van de Franse Gemeenschap*

Artikel 1. Artikel 1, punt 2°, van het decreet van 12 mei 2004 tot vaststelling van de rechten en plichten van de kinderverzorgers en houdende diverse bepalingen betreffende de valorisatie van de dagen gepresteerd door het niet-statutair personeel van de Franse Gemeenschap, wordt gewijzigd als volgt :

2° « commissie » :

— in het gesubsidieerde onderwijs : de zonale Commissies voor het beheer van de betrekkingen opgericht door de artikelen 6 en 10 van het decreet van 12 mei 2004 betreffende de bepaling van het tekort en sommige Commissies in het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap of, naargelang van het geval, de Centrale commissies voor het beheer van de betrekkingen voor het voorschools en lager onderwijs, opgericht bij de artikelen 5 en 9 van voormeld decreet van 12 mei 2004;

— in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap : de zonale aanstellingscommissies bedoeld in artikel 14^{quater} van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel van de inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar en technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, van de internaten die van deze inrichtingen afhangen en op de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, of naargelang van het geval, de Interzonale affectatiecommissie bedoeld in artikel 14^{ter} van voormeld koninklijk besluit van 22 maart 1969.

Art. 2. Artikel 7 van voormeld decreet van 12 mei 2004, wordt als volgt gewijzigd :

« Art. 7. § 1. De zonale affectatiecommissies, voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, en de zonale commissies voor het beheer van de betrekkingen, voor het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, hebben tot taak :

1° de Regering een verdeling voor te stellen van de arbeidsplaatsen voor kinderverzorgers overeenkomstig afdeling 3 van hoofdstuk III;

2° advies te geven over de bezwaren bedoeld in artikel 32, § 2.

§ 2. De Centrale commissies voor het beheer van de betrekkingen voor het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap hebben tot taak de in artikel 28, § 2, 3e lid bedoelde lijst van de kinderverzorgers op te stellen en bij te houden wat betreft het officieel gesubsidieerd onderwijs en artikel 28, § 3, b) wat betreft het vrij gesubsidieerd onderwijs. »

Art. 3. In artikel 28 van voormeld decreet van 12 mei 2004 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

« 1° In § 1, worden de woorden « per zone » geschrapt.

2° In § 2, 3e lid, worden de woorden « Iedere commissie » vervangen door de woorden « De Centrale Commissie voor het beheer van de betrekkingen voor het officieel gesubsidieerd voorschools en lager onderwijs » en de woorden « van de zone » vervangen door « in het geheel van de zones ».

3° In § 3, letter *b*), 1e lid, worden de woorden « Elke commissie » vervangen door de woorden « De Centrale Commissie voor het beheer van de betrekkingen voor het vrij gesubsidieerd voorschools en lager onderwijs » en de woorden « van de zone » vervangen door « in het geheel van de zones ».

4° In § 5, 3e lid, worden de woorden « in het vrije gesubsidieerde onderwijs » en de woorden « van de zone » geschrapt.

5° In § 7, 1e lid, worden de woorden « aan de commissie » vervangen door de woorden « aan de Centrale commissie voor het beheer van de betrekkingen ».

6° In § 8, wordt het 2e lid als volgt aangevuld :

« De kinderverzorger vermeldt de zone(s) waarin hij zijn voorrang laat gelden ».

7° In § 8, 2e lid worden de woorden « zonale commissie » vervangen door de woorden « centrale commissie voor het beheer van de betrekkingen ».

8° In § 8, 3e lid, wordt het woord « zonale » geschrapt.

Art. 4. Artikel 29 van voormeld decreet van 12 mei 2004 wordt als volgt gewijzigd :

1° § 4 wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Als de lijsten verschaft door de Centrale commissies voor het beheer van de betrekkingen de inrichtende macht of zijn afgevaardigde niet in staat stellen de naam van een kinderverzorger te vinden, dan kan de inrichtende macht of zijn afgevaardigde zich richten tot de centrale commissie voor het beheer van de betrekkingen bevoegd voor een ander net dan dat van de betrokken inrichting voor het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, of aan de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, voor het onderwijsnet georganiseerd door de Franse Gemeenschap.

Als de lijst opgesteld door de diensten van de Regering het niet mogelijk maakt om de naam van een kinderverzorger te vinden, dan kan de Regering zich richten tot de Centrale commissie voor het beheer van de betrekkingen bevoegd voor een ander net. »

2° § 5 wordt opgeheven.

Art. 5. Artikel 30, 2e lid wordt opgeheven.

Art. 6. Artikel 31, § 4 van voormeld decreet van 12 mei 2004 wordt als volgt gewijzigd :

« Als de lijsten verschaft door de Centrale commissies voor het beheer van de betrekkingen de inrichtende macht of zijn afgevaardigde niet in staat stellen de naam van een kinderverzorger te vinden, dan kan de inrichtende macht of zijn afgevaardigde zich richten tot de Centrale commissie voor het beheer van de betrekkingen bevoegd voor een ander net dan dat van de betrokken inrichting voor het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, of aan de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, voor het onderwijsnet georganiseerd door de Franse Gemeenschap.

Als de lijst opgesteld door de diensten van de Regering het niet mogelijk maakt om de naam van een kinderverzorger te vinden, dan kan de Regering zich richten tot de Centrale commissie voor het beheer van de betrekkingen bevoegd voor een ander net. »

HOOFDSTUK II. — *Wijziging van het decreet van 2 juni 2006 betreffende de personeelsformatie en het statuut van de kinderverzorgers van de inrichtingen voor gewoon kleuteronderwijs die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd en gesubsidieerd*

Art. 7. In artikel 1 van het decreet van 2 juni 2006 betreffende de personeelsformatie en het statuut van de kinderverzorgers van de inrichtingen voor gewoon kleuteronderwijs die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd en gesubsidieerd :

1° wordt een nieuw streepje ingevoegd binnen het streepje « - Commissies » :

« - Centrale commissies voor het beheer van de betrekkingen : in het officieel gesubsidieerd onderwijs : de Centrale commissie voor het beheer van de betrekkingen voor het gewoon en buitengewoon officieel gesubsidieerd voorschools en lager onderwijs, opgericht bij artikel 5 van het decreet van 12 mei 2004 betreffende de bepaling van het tekort en sommige Commissies in het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap; in het vrij gesubsidieerd onderwijs : de Centrale commissie voor het beheer van de betrekkingen voor het gewoon en buitengewoon vrij gesubsidieerd voorschools en lager onderwijs, opgericht bij artikel 9 van voormeld decreet van 12 mei 2004. »;

2° het streepje « - Voorzitter : » wordt als volgt aangevuld : « of naargelang van het geval, de Voorzitter van de Centrale commissie voor het beheer van de betrekkingen of van de Interzonale affectatiecommissie. »

Art. 8. In artikel 6 van voormeld decreet van 2 juni 2006 worden de woorden « , en over de zones, » geschrapt.

Art. 9. In artikel 17 van voormeld decreet van 2 juni 2006 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

« 1° In § 1 worden de woorden « binnen een zone » en de woorden « van de zone » geschrapt;

2° in § 1, 3e lid, worden de woorden « van de zone » vervangen door de woorden « van de zone vermeld door de kinderverzorger overeenkomstig artikel 28, § 1, 6e lid van voormeld decreet van 12 mei 2004. »;

3° in § 2 worden de woorden « van dezelfde zone » geschrapt.

Art. 10. In artikel 18, § 1, 2e lid, worden de woorden « in een inrichting van de zone » geschrapt.

Art. 11. In artikel 22, § 1 van voormeld decreet van 2 juni 2006 worden de woorden « ,wanneer een post wordt gecreëerd krachtens titel I » geschrapt.

Art. 12. In artikel 27 van voormeld decreet van 2 juni 2006 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

« 1° in § 1 worden de woorden « binnen een zone » en de woorden « van de zone » geschrapt;

2° in § 2, 1e lid, worden de woorden « van de zone » geschrapt en de woorden « van de Centrale commissie voor het beheer van de betrekkingen » ingevoegd tussen de woorden « de Voorzitter » en de woorden en « die inrichtende »;

3° in § 3, 1e lid worden de woorden « van de Centrale commissie voor het beheer van de betrekkingen » ingevoegd tussen de woorden « De voorzitter » en « deelt » en worden de woorden « van de zone » vervangen door de woorden « van een zone waarin de kinderverzorger gevraagd heeft zijn voorrang te laten gelden, overeenkomstig artikel 28, § 8, 1e lid van voormeld decreet van 12 mei 2004;

4° in § 5, 3e lid, worden de woorden « bevoegde zonale commissie » vervangen door de woorden « Centrale commissie voor het beheer van de betrekkingen »;

5° in § 5, 5e lid, worden de woorden « van de Centrale commissie voor het beheer van de betrekkingen » ingevoegd tussen de woorden « De Voorzitter » en « deelt ».

Art. 13. In artikel 28, § 1, van voormeld decreet van 2 juni 2006 worden de woorden « van de zonale commissie voor personeelsbeheer waaronder haar inrichting ressorteert » vervangen door de woorden « van de Centrale commissie voor het beheer van de betrekkingen ».

Art. 14. In artikel 31, § 2, van voormeld decreet van 2 juni 2006 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

« 1° in het 1e lid worden de woorden « de Voorzitter(s) van de betrokken zone » vervangen door de woorden « de Voorzitter van de Centrale commissie voor het beheer van de betrekkingen »;

2° in het 2e lid worden de woorden « een betrekking wordt gecreëerd binnen de betrokken zone krachtens de bepalingen bedoeld bij Titel II van dit decreet, en voor zover » geschrapt.

Art. 15. In artikel 32, 1e lid, van voormeld decreet van 2 juni 2006 worden de woorden « van de zone » geschrapt.

Art. 16. In artikel 33 van hetzelfde decreet :

« 1° in § 1, 1e lid, worden de woorden « de commissie » vervangen door de woorden « de Centrale commissie voor het beheer van de betrekkingen » en de woorden « van de zone » geschrapt;

2° in § 2, 3e lid, worden de woorden « bevoegde zonale commissie » vervangen door de woorden « Centrale commissie voor het beheer van de betrekkingen ».

Art. 17. In artikel 37 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

« 1° in § 1 worden de woorden « binnen een zone » en « van de zone » geschrapt;

2° in § 2, 1e lid, worden de woorden « van de Centrale commissie voor het beheer van de betrekkingen » ingevoegd tussen de woorden « voorzitter » en « die inrichtende macht »;

3° in § 3, 1e lid worden de woorden « van de Centrale commissie voor het beheer van de betrekkingen » ingevoegd tussen de woorden « voorzitter » en « die kinderverzorger » en de woorden « van de zone » vervangen door de woorden « van een zone waarin de kinderverzorger gevraagd heeft zijn voorrang te laten gelden, overeenkomstig artikel 28, § 8, 2e lid van voormeld decreet van 12 mei 2004. »;

4° in § 5, 3e lid, worden de woorden « bevoegde zonale affectatiecommissie » vervangen door de woorden Centrale commissie voor het beheer van de betrekkingen »;

5° in § 5, 5e lid, worden de woorden « van de Centrale commissie voor het beheer van de betrekkingen » ingevoegd tussen de woorden « De voorzitter » en « deelt ».

Art. 18. In artikel 41, § 2, 1e lid van hetzelfde decreet worden de woorden « de voorzitter(s) van de betrokken zone » vervangen door de woorden « de Voorzitter van de Centrale commissie voor het beheer van de betrekkingen ».

Art. 19. In artikel 42, 1e lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden « van de zone » geschrapt.

Art. 20. In artikel 43 van hetzelfde decreet :

1° in § 1, 1e lid worden de woorden « de commissie » vervangen door de woorden « de Centrale commissie voor het beheer van de betrekkingen » en de woorden « van de zone » geschrapt;

2° in § 2, 3e lid, worden de woorden « bevoegde zonale commissie » vervangen door de woorden « Centrale commissie voor het beheer van de betrekkingen ».

Art. 21. Dit decreet treedt in werking op 1 april 2009.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel op 26 maart 2009.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Vice-Presidente en Minister van Hoger Onderwijs,
Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken en Sport,
M. DAERDEN

De Minister van Leerplichtonderwijs,
Ch. DUPONT

De Minister van Cultuur en Audiovisuele Sector,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. C. FONCK

De Minister van Jeugd en Onderwijs voor Sociale Promotie,
M. TARABELLA

—
Nota's

(1) *Zitting 2008-2009*

Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet, nr. 662-1. — Verslag, nr. 662-2.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 24 maart 2009.